

Observatoire de la Turquie Contemporaine

Les nouvelles formes de relais médiatiques du discours politique turc en France



Depuis l'élection de Donald Trump à la présidence américaine en 2016 les réseaux sociaux sont de plus en plus étudiés par les chercheurs en sciences politiques¹. Devenu principal lieu d'expression des opinions publiques diverses, Facebook, Twitter et les différents articles de presse qui y sont relayés permettent en effet de se rendre compte de la libération de la parole politique à laquelle on assiste aujourd'hui. Les commentaires, surtout, reflètent dans une certaine mesure mieux que n'importe quel sondage l'image de tel ou tel politicien, parti ou programme politique. Ceux sous cet article² par exemple, sorti le 20 mars au sujet de « Christchurch : les propos d'Erdogan jugés « ignoble » par le Premier ministre australien » sur un site d'information généraliste français, reflètent particulièrement ce propos. A l'époque des *fake news* et des débats infinis sur le politiquement correct, force est de constater que la libération de la parole sur les réseaux sociaux illustre la polarisation extrême de nos sociétés et une confiance de plus en plus faible dans les médias traditionnels dont l'indépendance

est sans cesse remise en cause.

De ce fait d'innombrables sites dits "alternatifs" émergent en français comme en anglais en reprenant les codes habituels des principales sources médiatiques pour mieux diffuser une véritable propagande politique, voir étatique dans plus en plus de cas.

¹LIMONIER, Kevin & AUDINET, Maxime. "La stratégie d'influence informationnelle et numérique de la Russie en Europe", *Hérodote*, vol. 164, N°1, 2017, pp. 123-144.

²<https://www.nouvelobs.com/monde/20190320.OBS2084/christchurch-les-propos-d-erdogan-juges-ignobles-par-le-premier-ministre-australien.html>

Si des exemples comme **Fox News**³ aux États-Unis, **Russia Today**⁴ ou **Sputnik News**⁵ pour la Russie sont aujourd'hui connus du grand public, tout un faisceau turc de médias dit "alternatifs" est aussi en train d'émerger de l'ombre. Alternatifs, par rapport aux médias occidentaux qui, selon les auteurs de ces nouveaux médias, pratiquent trop souvent la "désinformation" et la "propagande" anti-turque puisqu'anti-Erdogan. Porteuses d'une audience (calculée en abonnés et en « likes ») de quelques milliers pour **Medya'Turk**, **Erdogan notre fierté**, **Turkish Info** ; dizaines de milliers pour **Red'Action Media**, **Erdogan Président**, **Info Turquie/Oumma**, **Le journal Turc** ; voir centaines de milliers pour **La Renaissance Turque** et **Turquie en FORCE** de comptes Facebook, ces pages partagent souvent la même ligne éditoriale, nationaliste et religieuse à l'instar de la politique mise en place en Turquie. Ces pages sont alors unies par ce qui semble être le même objectif de construire une image parfaite – selon leurs propres critères - de la Turquie et de son gouvernement, puis de l'afficher comme un modèle de démocratie pour les musulmans et le monde entier. Les mêmes arguments principaux sont présents sur chacune de ces plateformes :



- Réfutation du "soi-disant génocide arménien",
- Présentation de tous les opposants à l'AKP et à Erdogan comme complices des "terroristes" gülenistes ou du PKK,
- Négation de la dérive autoritaire en Turquie telle qu'elle est présentée par les médias français, allemands, anglo-saxons et occidentaux en général,
- Comparaison incessante entre les républiques turque et française dans le but de montrer que le pays des Droits de l'Homme n'est peut-être pas celui que l'on croit (d'autant plus en pleine

période des gilets jaunes, qui semble faire le bonheur des administrateurs de ces pages),

- Développement d'un véritable culte de la personnalité autour du chef de l'État turc, à travers la publication d'innombrables photos prises tout à tour avec des enfants souriants tour à tour avec des militaires menaçants ...

Tous ces arguments se recourent pour dessiner l'image d'une République turque héritière de l'Empire Ottoman à la fois comme principale puissance de la région et à la fois comme dernier califat musulman reconnu par toute la communauté. A la tête de laquelle Recep Tayyip Erdogan ferait à la fois office de sultan éclairé et de calife

3<https://www.newyorker.com/magazine/2019/03/11/the-making-of-the-fox-news-white-house>

4<http://www.leparisien.fr/politique/ingerence-etrangere-la-chaine-russia-today-dans-le-viseur-du-gouvernement-francais-27-02-2019-8021661.php>

5LIMONIER, Kevin & AUDINET, Maxime, *op. cit.*

respecté. Les critiques des médias traditionnels français et occidentaux sont dès lors vus comme révélateur d'une islamophobie bien ancrée et/ou d'un "impérialismo-sionisme" tendant souvent vers l'antisémitisme et la théorie du complot. Discours plus ou moins assumé par toutes ces pages qui se renvoient souvent les unes aux autres à travers "likes" et partages de publications interposées. Ceci s'inscrit dans la lignée des tentatives précédentes d'Erdogan et de l'AKP de se faire passer pour les leaders mondiaux de la lutte contre Israël et de la défense de la Palestine. Une première tentative de rassemblement de la communauté musulmane mondiale derrière la bannière turque ayant particulièrement bien marché en France, même si le souvenir de l'alliance israélo-turque dans la région est encore prégnant pour certains⁶.

Cette volonté de pénétration communautaire s'explique alors principalement par une ambition du parti au pouvoir en Turquie de rassembler son électorat autour de la référence à l'islam, atténuée par un héritage laïque né de la proclamation de la République par Mustafa Kemal Atatürk en 1923. Et permet dans le même temps aux relais de l'AKP à l'étranger⁷ de se faire entendre autour d'un cercle plus large que celui des seuls turcs expatriés. Puisque ce sont bien tous les musulmans de Turquie mais aussi du monde qui sont visés par ce portrait d'une Turquie néo-ottomaniste et pantouraniste, autant que les "anti-systèmes" de tout bord ne faisant plus confiance aux médias traditionnels⁸.

Les principales pages que nous étudions ici comme **La Renaissance Turque** et **Turquie en FORCE** qui recensent respectivement 236.584 et 231.586 "likes", à l'heure où ces lignes sont écrites, se rapprochent quantitativement de l'audience d'une autre page alternative bien connue comme **Sputnik France** et ses 380.000 likes. Pas aussi médiatisées encore que leurs modèles russes ces deux pages ont pourtant déjà fait parler d'elles dans des articles d'organes de presse plus traditionnels comme France 24 ou Le Figaro⁹.

En effet, suite à plusieurs numéros du magazine Le Point sur le Président Turc et ses relais en France¹⁰ (où étaient déjà évoqués **Medya'Turk** et **Red'Action**), les deux pages Facebook à plus de 200 000 abonnés ont relayés des vidéos de manifestants s'en prenant violemment à des kiosquiers à Avignon ou à Valence pour qu'ils retirent de leurs vitrines la fameuse une "Le dictateur, jusqu'où ira Erdogan ?". Suite à ces agressions qui ont scandalisé l'opinion par leur atteinte à la liberté de la presse, un responsable de Reporters Sans Frontières est venu rappeler que la Turquie était actuellement un des pays emprisonnant le plus de journaliste au monde. Et Emmanuel Macron en personne, déjà Président de la République, a dû condamner ses agissements dans une déclaration.

Au vu des commentaires, on peut dire que ce simple tweet du chef de l'État français n'a pas l'air d'avoir offusqué les abonnés de **La Renaissance Turque**.

⁶<https://www.slate.fr/story/163169/nombreux-jeunes-musulmans-franco-maghrebins-erdogan-leader-juste>

⁷<https://www.nouvelobs.com/monde/20180619.OBS8396/imams-internet-associations-les-reseaux-d-erdogan-en-france.html>

⁸<https://www.redaction.media/articles/lettre-dune-turque-aux-gilets-jaunes/>

⁹<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/05/27/01016-20180527ARTFIG00088-des-pro-erdogan-font-retirer-la-une-du-point-qui-qualifie-le-president-turc-de-dictateur.php>

¹⁰https://www.lepoint.fr/societe/strasbourg-laboratoire-de-l-islam-politique-turc-16-03-2017-2112369_23.php



Cependant la lumière n'a pas été faite plus que ça sur ces pages relayant les vidéos des violences. Un article des Observateurs de France 24¹¹ était pourtant déjà venu démonter une *fake news* relayée par **La Renaissance Turque** à propos des massacres de Rohingyas en 2017.

Or, l'étude présentée ici vise justement à montrer que toutes les pages citées précédemment usent des mêmes recettes pour arriver aux mêmes fins : la transposition du discours gouvernemental turc actuel en langue française à destination d'un public de plus en plus large. Car les turcs issus de l'immigration ne semblent plus être les seuls cibles mais bien tout ce qui compte de populations réceptives aux discours « anti-systèmes ». Comme le prouve une lettre ouverte publiée par **Red'Action**¹² faisant le lien entre gilets jaunes et « mensonges » des médias dans leur traitement quotidien de l'actualité turque ! La question se pose dès lors des liens existants entre ceux qui administrent ces pages francophones sur les réseaux sociaux et ceux qui produisent ce discours à l'origine. L'immense majorité des articles partagés sur ces pages proviennent ainsi de la même source : la version française du site internet **TRT**. Derrière cet acronyme se dresse alors la **Radio-Télévision de Turquie** dont l'objectif est depuis longtemps de s'adresser aux Turcs de l'étranger.

Tout d'abord simple chaîne de télévision à destination des émigrés en Europe et en Asie Centrale devenu chaîne d'informations en continue, l'**Établissement de la Radio et Télévision de Turquie** a brillamment su passer du satellite au numérique. Forte de "seulement" 63 277 "likes" et 63 262 abonnés depuis 2012 sa page Facebook francophone fournit sans commentaires ni visions critiques tout un éventail d'articles portant de près ou de loin sur la Turquie ou sur ses alliés. Rapportant chacune des déclarations du chef de l'État turc, et toutes les provocations qu'elles comportent actuellement, ce média est donc à l'origine du matériau de base de toutes les pages citées ici. Sans les soutenir ni explicitement aller dans le sens de leur ligne éditoriale agressive elle leur donne néanmoins les éléments de langage nécessaires à leurs bonnes audiences.

11 <https://observers.france24.com/fr/20170907-intox-fausses-images-rohingya-decredibilisent-ong-birmanie-myanmar>

12 <https://www.redaction.media/articles/lettre-dune-turque-aux-gilets-jaunes/>



Öznur Küçüker Sirene

21 h · 🌐

Etats-Unis, Israël, Chine, Myanmar, Syrie... aucun pays n'effraie la Turquie ! Elle est aujourd'hui le pays qui élève le plus la voix quand il s'agit de dénoncer les injustices des oppresseurs et ce, parfois au prix de ses propres intérêts.

Voici mon nouvel article pour TRT ! Bonne lecture ! 😊



TRT.NET.TR

La Turquie : la voix des « sans voix » dans le monde (étude) | TRT Français

👍❤️ 85

3 commentaires 21 partages

Les personnalités à l'origine des deux pages (**Medya'Turk** et **Red'action**) dénoncées dans un premier temps par Le Point¹³ dans l'article sur les relais AKP en France que sont Ali Gedikoglu et Öznur Sirene ont par ailleurs eu à disposition des tribunes sur **TRT** et fait partie de ses équipes en France. Niant pour autant être des satellites du pouvoir turc en France malgré les liens soulignés par l'enquête du Point, ces deux personnes se retrouvent alors à travailler pour un organe médiatique officiel du gouvernement turc. Et même sans ces liens que l'on peut questionner, leurs écrits et autres prises de parole ne laissent que peu de doutes sur leur militantisme politique, à l'instar des autres pages précédemment mentionnées. S'appuyant sur leurs étiquettes respectives Sciences-Po Paris et responsable politico-associatif, Öznur

Sirene et Ali Gedikoglu se font alors les hérauts d'un journalisme se disant alternatif mais relayant dans les faits un discours étatique au même titre que les médias traditionnels qu'ils entendent pourtant concurrencer. Mêlant de ce fait habilement le politiquement incorrect à la mode aujourd'hui et les étiquettes institutionnelles censées être gage de professionnalisme, ils séduisent largement et font des émules parfois moins subtils qu'eux sur des réseaux sociaux friands de ce genre de cocktails.

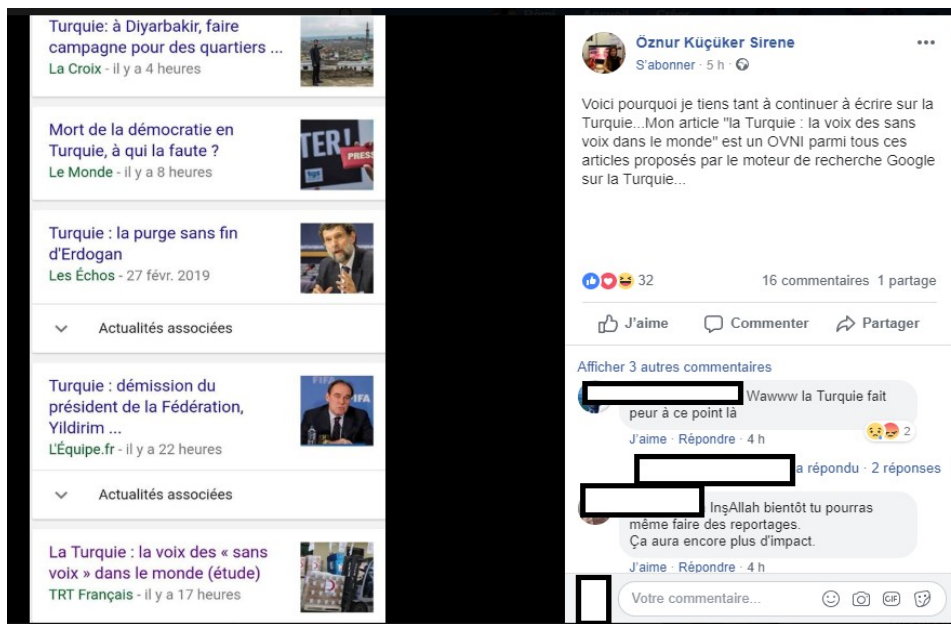
Le problème n'est alors pas seulement celui de la subjectivité de ces médias qui veulent malgré tout renvoyer une image non-partisane, car l'objectivité de la presse est un débat immémorial dans tous les pays et à toutes les époques. La France en particulier est célèbre pour ses journaux dont l'appartenance ou le bord politique sont connus de tous¹⁴. Certains des principaux titres de notre pays sont en effet issus plus ou moins directement de partis politiques, et les liens personnels qui relient les journalistes aux politiciens connus sont depuis longtemps assumés. Pas une élection ne se passe sans que toute une partie de la presse, écrite ou télévisuelle, ne se voit reprocher son soutien à un candidat ou un parti. Quasiment chaque année un animateur ou une animatrice d'émission radiophonique ou télévisuelle se retire de la scène publique le temps d'une campagne électorale parce qu'en couple avec un ou une candidate y participant. Et si débats il y a sur le sujet ce n'est pas tant à propos des conflits d'intérêts et des problèmes déontologiques que cela peut supposer, mais plus sur le fait qu'une femme ou un homme "de" ne puisse pas avoir ses propres opinions politiques et sa propre subjectivité¹⁵.

¹³https://www.lepoint.fr/societe/strasbourg-laboratoire-de-l-islam-politique-turc-16-03-2017-2112369_23.php

¹⁴MORT, Sébastien. "Truth and Partisan Media in the USA : Conservative Talk Radio, Fox News and the Assault on Objectivity", *Revue Française d'Études Américaines*, vol. 133, N°3, 2012, pp. 97-112.

¹⁵<https://www.lci.fr/medias/lea-salame-en-retrait-france-2-emission-politique-france-inter-mantinale-pendant-la-campagne-des-europeennes-son-compagnon-raphael-glucksmann-bouleverse-2115729.html>

Or, dans le cas des relais turcs digitaux évoqués ci-dessus, le biais idéologique n'est pas directement assumé et cela pose problème dans la mesure où l'audience y ayant accès ne se rend pas forcément compte de ce qu'elle cautionne à travers ses "likes" et abonnements. De plus, toutes les pages Facebook dont nous parlons se décrivent comme des "médias alternatifs" voulant lutter contre la "désinformation" et la "propagande" suivant les principes de pluralisme et de liberté d'expression qui donnent à chacun le droit de se faire sa propre idée sur une situation donnée. Et dans le même temps ces pages dénoncent le parti-pris assumé des autres médias dont la ligne éditoriale sur la Turquie et sur son leader ne leur convient pas.



[Redacted] ne recommande pas Red'Action Media.
21 janvier · 🌐

Nul ! Melle Oznur m'a bloqué car je lui ai fait la reproche qu'elle faisait la propagande du gouvernement ... arrêtez votre métier et devenez Porte parole du gouvernement... vous êtes une honte ...
Plusieurs journalistes, professeurs, étudiants, députés, maires ... sont en prison et en grève de la faim sans jugement et sans condamnation et aucun article sur ça !

J'aime Commenter Partager

[Redacted] ne recommande pas Red'Action Media.
13 novembre 2018 · 🌐

« Média » très orienté et peu crédible avec à la tête une femme qui tient constamment des propos sexistes inacceptables.

[Redacted] Une objectivité à toute épreuve.
Mes commentaires censurés et une interdiction de publication.
Red'Action Media n'a rien à envier à la presse qui est régulièrement dénigrée ici.

J'aime · Répondre · 10 sem

[Redacted] ne recommande pas Red'Action Media.
24 novembre 2018 · 🌐

Média qui a le mérite de parler de l'actualité turque mais avec un fort biais d'hostilité à la France. La relation franco-turque mérite mieux qu'un dénigrement systématique.

Ce paradoxe illustre alors bien jusqu'à quel point le mimétisme est poussé avec le pouvoir turc actuel dont ils vantent tant les mérites, et reprennent l'argument selon lequel toute opposition est complice des terroristes. Et ce dans la mesure où la même censure contre les voix et commentaires discordants est mise en place sur leurs pages. Ali Gedikoglu a notamment été accusé d'incitation à la haine devant un tribunal français suite à une vidéo postée sur **Medya'Turk** où ils dénonçaient des intellectuels et associations franco-turques, tenant un discours opposé au sien, comme étant des obstacles aux bonnes relations entre les deux pays. La page Facebook de **Red'Action Media** est elle-aussi truffée de critiques négatives dénonçant la

suppression de certains commentaires opposés aux articles partagés et le constant parti-pris idéologique inhérent à chaque publications.

Ce refus et cette dénonciation sont alors problématiques puisqu'ils reproduisent une politique de censure actuellement très stricte en Turquie où les réseaux sociaux sont régulièrement bloqués par le gouvernement et où les organes journalistiques ont tous été mis au pas, si ce n'est traînés devant la justice.

Les partages des vidéos du saccage des kiosques affichant la une du Point sur Erdogan par **Turquie en FORCE** et **La Renaissance Turque** peuvent ainsi être appréhendés comme des symptômes de cette volonté de transposer cette communication policée et ce refus de la critique hors des frontières de la Turquie. Si le terme de "réinformation" est souvent utilisé pour définir l'objectif de ces pages Facebook centrées sur la Turquie qui prétendent lutter contre "la désinformation des médias occidentaux", la notion de « diplomatie digitale » telle qu'elle est exprimée dans la recherche universitaire¹⁶ à propos des sites de **Russia Today** et **Sputnik News** semblent dans ce cas-ci également adaptée. Sans toutefois présumer des mêmes liens que ceux existant entre le Kremlin et les deux rédactions de ces groupes en France¹⁷, pour ce qui est d'Ankara et des pages Facebook ici étudiées, la même "logique alternative" qui "vise à mettre en question l'univocité des représentations véhiculées par les médias mainstream occidentaux" et "se traduit parfois par un recours à des théories du complot"¹⁸ est visiblement aussi à l'œuvre dans les cas présentés. Et alors que plusieurs livres et enquêtes journalistiques s'intéressent de plus en plus aux réseaux russes en France à travers les médias, malgré les recours judiciaires que leurs publications ont provoqués¹⁹, la parole pro-gouvernementale turque énoncée en français sur les réseaux sociaux augmente elle-aussi son audience depuis les révélations du Point. Le nombre de pages Facebook diffusant le même discours, partageant les mêmes articles et recueillant les mêmes commentaires côte-à-côte avec des vidéos vantant les atouts touristiques et l'histoire de la Turquie paraît en effet en croissance constante.



La Turquie Contemporaine

16 mars, 12:34 · 🌐

Le calife Erdogan montre à la foule lors d'un meeting la vidéo de l'attaque à #Christchurch. Femmes, enfants, personnes fragiles, ça lui est égal. Tout ce qui l'intéresse c'est de provoquer la population à des fins politiques. Erdogan se nourrit de la haine.



... Face à cela des pages francophones opposées à cette dynamique essaient à leur tour de faire valoir leur propre vision de la Turquie, en défendant les valeurs laïques du fondateur de la République Mustafa Kemal Atatürk et en se moquant des dérives du pouvoir d'Erdogan notamment illustrées par un véritable culte de la personnalité dont le seul équivalent est sûrement celui du fondateur de la République. Une page Facebook comme **La Turquie Contemporaine** par-exemple, forte de 27 359 "likes" et 27 628 abonnés et se donnant elle aussi pour objectif la "réinformation" se moque ainsi ouvertement de la propagande existante autour du chef de l'État turc et de ses soutiens journalistiques flagrants en Turquie. Tout en partageant dans le même temps des articles sur la plus grande victoire

ottomane lors de la Première Guerre Mondiale et en vantant l'avancée de la Turquie sur la France, quant à l'obtention du droit de vote des femmes. Nationalisme et patriotisme turcs sur les réseaux sociaux ne se traduisent donc pas forcément en français par un soutien inconditionnel au gouvernement d'Erdogan.

16LIMONIER, Kevin & AUDINET, Maxime, *op. cit.*

17VAISSIÉ, Cécile. *Les réseaux du Kremlin en France*, Les Petits Matins, Paris, 2016, 224 p.

18LIMONIER, Kevin & AUDINET, Maxime, *op. cit.*

19<http://www.slate.fr/story/174750/enquete-reseaux-poutine-tribunal-proces-vaissie-pro-kremlin>